



Document Unique (DU)
Valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières
Commun à tous les lots

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)

Établissement public administratif

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions

1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex

<http://www.nantesstnazaire.cci.fr>

SIRET 130 008 105 00186 – TVA n° FR34 130 008 105

Marché de fournitures de véhicules d'occasion

Procédure Formalisée – n° marché : 2024 GCPF 4072

(selon les dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique)

NB :

L'article R.2132-7 du code de la commande publique prévoit ceci : « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu **par voie électronique.** »

FORMAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE PRECONISE : PADES

IDENTIFICATION DES CONTRACTANTS

■ Pour la CCINSN :

Représentant de la **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire**

N° SIRET : 130 008 105 00012 – APE 9411 Z

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire
Suivant la délibération du 26 novembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCINSN

Personne habilitée à donner les renseignements :

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire
Suivant la délibération du 26 novembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCINSN

Ordonnateur :

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire
Suivant la délibération du 26 novembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCINSN

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire

■ IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Si candidat individuel :

Nom commercial et dénomination sociale :

.....
.....

Personne habilitée à engager l'entreprise :

M. ou Mme

En qualité de :

Adresse de l'entreprise :

.....
.....
.....

Téléphone, Télécopie et adresse électronique :

.....
.....
.....

Numéro de SIRET :

Code APE :

Si groupement d'entreprises :

Nature du groupement :

- ☐ Groupement solidaire
☐ Solidaire du groupement conjoint
☐ Non solidaire du groupement conjoint

Identification du mandataire :

M. ou Mme

En qualité de :

Identification des membres du groupement :

.....
.....
.....
.....
.....

**Répartition des prestations avec indications
des montants HT par entreprise :**

.....
.....
.....
.....

SOMMAIRE

I- ACTE D'ENGAGEMENT (AE)	5
ARTICLE 1 PRIX DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 SOUS TRAITANCE	5
ARTICLE 3 PAIEMENT	5
ARTICLE 4 ENGAGEMENT DU CANDIDAT ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
ARTICLE 5 ACCEPTATION DE L'OFFRE	6
II- CAHIER DES CHARGES PARTICULIÈRES (CCP)	7
ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ	7
ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 3 PROCÉDURE DE PASSATION	7
ARTICLE 4 DURÉE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 5 PIÈCES CONTRACTUELLES	8
ARTICLE 6 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	8
6.1 PRISE EN COMPTE PAR LE TITULAIRE DE L'ORGANISATION	8
6.2 REVUE DE CONTRAT DU MARCHE	9
ARTICLE 7 BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 8 CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
8.1 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	10
8.2 DOCUMENTS REQUIS	10
ARTICLE 9 LIVRAISON	10
ARTICLE 10 ASSURANCE	11
ARTICLE 11 MODALITÉ DE PAIEMENT	11
11.1 PAIEMENT	11
11.2 ECHEANCES	11
11.3 MODALITES DE TRANSMISSION DE LA FACTURATION	12
ARTICLE 12 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	12
12.1 COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS	12
12.2 MISE EN ŒUVRE	12
12.3 CESSIION	12
12.4 SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 13 MODIFICATION DE MARCHÉ	13
ARTICLE 14 RÉMUNÉRATION	14

14.1	CONTENU DES PRIX	14
14.2	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	14
14.3	NATURE DU PRIX ET VARIATION (ACTUALISATION COMPRISE)	14
14.4	APPLICATION DE LA TAXE A VALEUR AJOUTEE	14
<u>ARTICLE 15</u>	<u>DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 16</u>	<u>PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</u>	<u>15</u>
<u>ARTICLE 17</u>	<u>CLAUSE ANTI-CORRUPTION</u>	<u>17</u>
<u>ARTICLE 18</u>	<u>DIFFÉRENDS ET LITIGES</u>	<u>18</u>
18.1	INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS	18
18.2	ORGANE CHARGÉE DES PROCEDURES DE MEDIATIONS	18
18.3	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	18
<u>ARTICLE 19</u>	<u>DÉROGATIONS AU CCAG FCS</u>	<u>18</u>

I- ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

ARTICLE 1 PRIX DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées dans les conditions du marché et aux prix indiqués au détail estimatif de chaque lot.

ARTICLE 2 SOUS TRAITANCE

Pour l'exécution du marché,

J'envisage (nous envisageons)

Je n'envisage pas (nous n'envisageons pas) de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.

(1) Rayer la mention inutile

ARTICLE 3 PAIEMENT

Les contractants se libèreront des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants¹ :

- Ouvert au nom de :
 - Domiciliation :
 - Code banque : Code guichet :
 - N° de compte : Clé RIB :
 - IBAN :
 - BIC :
- Ouvert au nom de :
 - Pour les prestations suivantes :
 - Domiciliation :
 - Code banque : Code guichet :
 - N° de compte : Clé RIB :
 - IBAN :
 - BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

- ☐ Un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du cahier des charges s'appliquent.

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à mes (nos) torts exclusifs, que la Société (mon entreprise) (notre entreprise) pour laquelle j'interviens (nous intervenons) ou le groupement de prestataires solidaires ou conjoints pour

¹ Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

lequel j'interviens (*nous intervenons*), ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2141-1 à R.2141-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 ENGAGEMENT DU CANDIDAT ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché suivant :

- RC n° 2024 GCPF 4072, commun à tous les lots et son annexe concernant la dématérialisation,
- DU n° 2024 GCPF 4072, commun à tous les lots
- DE n° 2024 GCPF 4072, de chaque lot,
- Les cadres de réponses de chaque lot,
- La déclaration sur l'honneur concernant les conflits d'intérêts,
- CCAG (FCS) Fournitures Courantes et Services du 30 mars 2021.

Et conformément à leurs clauses,

M'engage, (nous engageons), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent marché n°2024 GCPF 4072, à exécuter les prestations qui me concernent dans les conditions du marché et aux prix indiqués aux DE.

ARTICLE 5 ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée

Elle est complétée par les annexes suivantes :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ Annexe n°1 relative à la présentation d'un sous-traitant (formulaire DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la réponse du candidat à une demande de précisions ou de Compléments sur la teneur de son offre (formulaire OUV7) :
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire OUV11) :
- ☐ Autres annexes (à préciser, échanges de mails...) :

II-CAHIER DES CHARGES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet de l'appel d'offres est la fourniture de véhicules d'occasion (en achat) pour le compte des entités suivantes :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain,
- **Intelligence Apprentie - Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (IA-GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **Expo Nantes Atlantique (ENA)**, Parc des Expositions de la Beaujoire, 44300 Nantes,
- **Loire Atlantique Nautisme (LAN)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Estuaire Energies**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,

Pour les sites de livraison suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Intelligence Apprentie - Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (IA-GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **Expo Nantes Atlantique (ENA)**, Parc des Expositions de la Beaujoire, 44300 Nantes,
- **Maison De l'Entreprise de Saint-Nazaire (MDE)**, 6 Esplanade Anna Marly – 44600 Saint-Nazaire,
- **Capitainerie de Piriac** - 1 Rue du Fort Baron – 44420 Piriac sur Mer,
- **Capitainerie de la Baule** - 1 Quai Rageot de la Touche – 44500 La Baule.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Il comprend les lots :

- Le lot n°1 a pour objet : fourniture de véhicules d'occasion : citadines polyvalentes, segment B, essence
- Le lot n°2 a pour objet : fourniture de véhicules d'occasion : SUV urbain, segment B, diesel
- Le lot n°3 a pour objet : fourniture de véhicules d'occasion : citadines électriques, segment B
- Le lot n°4 a pour objet : fourniture de véhicules d'occasion : utilitaires légers électriques
- Le lot n°5 a pour objet : fourniture de véhicules d'occasion : berline compacte, segment C, hybride

ARTICLE 3 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

Ce marché est un marché à bons de commande mono attributaire suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande mono attributaire sans minimum et avec un maximum de 1 M€ HT passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

ARTICLE 4 DURÉE DU MARCHÉ

Date estimative de début de marché : mars 2025 ou date de réception de notification du marché

Date de livraison : mars 2025

Date de fin du marché : mars 2026 ou fin de la garantie d'un an des véhicules achetés.

ARTICLE 5 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Le présent Document Unique (DU) valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun à tous les lots,
- Les Détails Estimatifs des lots,
- Les cadres de réponse des lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière des titulaires.

ARTICLE 6 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

6.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCINSN. La CCINSN met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses clients. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur CCINSN.

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec les titulaires du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Assurer un support aux entités partenaires en cas de difficulté technique ou contractuelle dans la mise en œuvre du marché
- A la demande d'un ou plusieurs entités partenaires, intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur et des entités. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

6.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCINSN)
- Des représentants des entités partenaires

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 7 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande mono attributaire sans minimum et avec un maximum de 1 M€ HT passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande (e-mail), au vu de l'offre établie par les titulaires.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le mémoire technique des titulaires.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro du marché,
- La date d'émission et le n° du bon de commande,
- La nature des prestations commandées,
- Le lieu de livraison,
- Les références tarifaires du DE
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- L'adresse de facturation.

ARTICLE 8 CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

8.1 Caractéristiques techniques

Les caractéristiques techniques des véhicules demandées sont précisées dans les cadres de réponse, avec les minima d'équipements demandés pour chaque lot.

8.2 Documents requis

Lors de l'achat des véhicules, les entités devront être en possession, a minima, des documents suivants :

- Certificat de cession
- Carte grise barrée
- Certificat de situation administrative (absence de gage et d'opposition)
- Certificat de contrôle technique récent

ARTICLE 9 LIVRAISON

Les véhicules devront être livrés quel que soit le montant de la commande sans attente de regroupement.

Chaque livraison devra faire l'objet d'un bon de livraison signé par la personne qui réceptionne le véhicule.

Son nom et son titre devront être apposés et lisibles

Chaque bon devra comprendre :

- La mention « Bon de livraison »,
- La référence du bon de livraison et la date de livraison
- La description des véhicules livrées.

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés à chaque bon de commande.

Si le titulaire ne peut respecter ses engagements de délai de livraison, il devra le faire savoir au

signataire émetteur du bon de commande dès réception de celui-ci.

Au cas où le titulaire ne se conformerait pas aux prescriptions ci-dessus ou ne respecterait pas les dispositions du présent cahier des clauses particulières, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit après avis recommandé adressé à l'intéressé, soit de passer commande à un autre fournisseur, ce au compte du défaillant, ou d'appliquer les pénalités de retard reprises à l'article « pénalités de retard ».

Les livraisons s'entendent « franco de port » d'emballage, de déchargement et de manutention jusqu'aux lieux de livraison précisés dans les bons de commande pour toute la durée du marché.

ARTICLE 10 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCINSN, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 11 MODALITÉ DE PAIEMENT

11.1 Paiement

Les factures seront adressées à chaque Direction Financière des entités du contrat en un original et une copie, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de marché et lot : sinon retour fournisseur.

Les factures seront adressées à compter de la date de la livraison du véhicule commandé, bon de livraison signé des parties.

11.2 Echéances

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

Pour la CCI Nantes St-Nazaire, LAN, Estuaires Energie, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

Pour IA-GIPAFOC, le règlement s'effectuera par virement bancaire afin de mois.

Pour le Parc des Expo, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois date de facturation.

11.3 Modalités de transmission de la facturation

Dépôt des factures sur le portail **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture ; Concernant la CCINSN, le SIRET = 130 008 105 00186
- Le **numéro du marché : 2024 GCPF 4072**

ARTICLE 12 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Communications et notifications

Les notifications du marché, les mises en demeure ainsi que toutes les communications dont l'exécution est liée à un délai par les pièces du marché, sont valablement faites selon les cas, adressées par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ou par notre plateforme de dématérialisation (www.marches-publics.gouv.fr).

Le prestataire renvoie à la CCINSN, dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la notification, l'un des deux exemplaires, après l'avoir signé ; les réserves éventuelles du prestataire sur les prescriptions de l'ordre de service doivent, sous peine de forclusion, être communiquées simultanément au retour de l'ordre de service.

Les autres communications (commandes) se feront par e-mail, merci de nous indiquer une adresse mail générique :

@

12.2 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCINSN,
- A informer rapidement la CCINSN de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

12.3 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCINSN.

12.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCINSN aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCINSN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et doit remplir un formulaire DC4.

ARTICLE 13 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de

remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

ARTICLE 14 RÉMUNÉRATION

14.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris : **les frais généraux, frais de certificat d'immatriculation (carte grise), frais d'assurance, frais de livraison en franco de port et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.**

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de commande et de marché.

14.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

14.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix sont fermes.

14.4 Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Pour cela, le titulaire, pour toute correspondance sur ce site, indique une adresse mail :

@

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI Nantes St Nazaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

I. Propos préliminaires

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

II. Définitions

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat* ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La

CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la [plateforme appel d'offre de la CCI](#), en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

ARTICLE 17 CLAUSE ANTI-CORRUPTION

La CCI Nantes Saint-Nazaire est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de la CCI Nantes Saint-Nazaire. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI Nantes Saint-Nazaire de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 18 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le droit applicable est le droit français.

18.1 Instance chargée des procédures de recours

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent, nonobstant l'intervention du Bâtonnier de l'Ordre des avocats auquel est inscrit le cabinet, en application de la Loi n° 71-30 du 31/12/1971 modifiée et du Décret n° 2005-790 du 12/07/2005.

18.2 Organe chargée des procédures de médiations

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (6 Quai Ceineray – BP 33515 – 44035 Nantes Cedex 1 – Courriel : nathalie.gluck@pays-de-la-loire.pref.gouv.fr - Tél : 02 40 08 64 46 – Fax : 02 40 47 90 68) est seul compétent.

18.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent.

ARTICLE 19 DÉROGATIONS AU CCAG FCS

Article CCAP	Article CCAG FCS
16	5.2

A _____, le _____

(Signature électronique de l'entreprise)

A _____, le _____

Yann TRICHARD

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire

Et pour le compte des entités partenaires

Coordinateur du groupement de commande